

Peut-on encore garder son véhicule diesel?

FOCUS - Dans le viseur du gouvernement français et de la maire de Paris qui souhaite interdire les plus anciens dès l'année prochaine, les véhicules diesel vont aussi être bannis de Rome et sont sur la sellette en Allemagne. Une tendance qui a de quoi inquiéter les propriétaires de voitures roulant au gazole.



Hausse de la fiscalité, fin de la vente des diesels en 2024, scandale du dieselgate... Les propriétaires de voitures roulant au gazole sont dans le viseur des autorités. Et les récentes annonces n'ont rien pour les rassurer. Après Paris où les véhicules datant d'avant 2005 vont être interdits dès 2019, Rome vient de décider de bloquer l'accès à toutes les voitures diesels privées dès 2024. En Allemagne, les juges ont autorisé mardi plusieurs dizaines de villes à prendre des mesures similaires. Dans ce contexte, les

conducteurs de diesel ont de quoi se poser des questions: que faire de son véhicule? Le mettre en vente ou l'envoyer directement à la casse de peur qu'il ne trouve jamais preneur?

► Lire aussi : [En 2018, pour l'automobiliste la facture sera salée](#)

"On nous dit depuis dix ans qu'acheter du diesel c'est bien. Et là, c'est le contraire", s'emporte Yves Carra, porte-parole de l'Automobile Club association.

"On a l'impression d'être le dindon de la farce. Le pouvoir d'achat des Français n'est pas extensible". "Il y a un abus de pouvoir de la part de l'État", renchérit Pierre Chasseray, délégué général de 40 millions d'automobilistes.

"Nous assistons à une succession d'annonces, mais rien n'est harmonisé", constate de son côté Louis-Gabriel de Causans, fondateur et président de Kyump, une plateforme d'achat-vente de voitures d'occasion entre particuliers. "Tout cela fait que le particulier est un peu perdu, et conduit à un effet anxigène".

Le diesel truste le marché de l'occasion

Résultat, la tentation de céder son véhicule est toujours plus grande. Mais est-ce bien judicieux ? Le parc automobile français recense déjà plus 32 millions de véhicules particuliers, rappelle le Conseil national des professions de l'automobile (CNPAA). La moyenne d'âge de ceux-ci s'établit à 9 ans, en moyenne, mais elle tend, sans cesse, à s'accroître, dans la mesure où les Français se tournent déjà massivement vers des voitures de seconde main. Un constat confirmé par le rapport d'activité annuel de l'Organisme technique central, puisque les véhicules particuliers ayant effectué un contrôle technique l'an dernier ont 11,89 ans en moyenne.

"Il faut rappeler que pour un million d'acheteurs sur le marché du neuf, on compte 5 millions d'acquéreurs sur le marché de l'occasion", explique Christophe Maurel, président de la branche concessionnaires VP - voitures particulières — au CNPA.

Sur ce marché, aucune statistique officielle ne permet cependant de déceler un mouvement décisionnaire des ménages, consécutif aux mesures fiscales ou restrictives anti-diesel, nous explique le Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA). Du côté des plateformes de vente de véhicules d'occasion, les effets sont tout de même palpables.

"Entre 68 et 70% des voitures que nous avons en reprise sont des diesels", témoigne Guillaume Paoli, cofondateur d'AramisAuto.com, au Figaro.

Même constat du côté du site Leboncoin:

"Chez les particuliers, qui vendent en moyenne des voitures plus âgées, la part du diesel continue de progresser légèrement après 2015, où il représentait 68% des annonces, jusqu'à atteindre 70% en janvier 2018".

À titre indicatif, la plateforme a recensé près de 400.000 annonces de particuliers dans la catégorie "voitures", au 5 février dernier.

"Le marché reste à 64,6% encore largement dominé par le diesel [en 2017]", soutient de son côté Autoscout24, dans son dernier baromètre.

Une forte décote des diesels?

Cette forte hausse de l'offre de diesels d'occasion, par rapport aux essences, entraîne un allongement des délais de vente, a constaté Flavien Neuvy de l'Observatoire Cetelem.

"[Ils] se sont allongés de dix jours en un an", atteste Guillaume Paoli.

Résultat, on observe une tension sur les prix, assurent l'ensemble des professionnels du secteur. La valeur de certains véhicules tend à diminuer, entraînant une légère décote.

"Cela affecte particulièrement certains modèles comme les petites voitures à usage urbain", relève le cofondateur d'AramisAuto.com.

Dans certains cas, la décote représenterait même "50% de la valeur du véhicule", assure Pierre Chasseray de 40 millions d'automobilistes.

À Paris, un avocat a ainsi décidé d'en faire son cheval de bataille. Jean-Baptiste losca, avocat spécialiste du droit routier, a décidé d'attaquer la mairie de Paris, au nom de 700 Franciliens. Pour cela, il a introduit un recours devant le tribunal administratif de Paris. Objectif affiché, obtenir réparation des mesures restrictives introduites depuis deux ans.

"Les décotes des véhicules sont estimées entre 1000 et 3000 euros", affirme-t-il au Figaro. "Les choses sont claires, je demande le remboursement de ce montant".

Ses clients? Des charpentiers, des carreleurs, des plombiers, résidant en Île-de-France, et contraints de réaliser tous les jours le déplacement à Paris.

"Un rééquilibrage du marché"

Faut-il, dès lors, céder à la panique? Les professionnels du secteur appellent à relativiser ce phénomène d'effritement des prix. D'une part, cette tendance semble bien plus accentuée en Île-de-France.

"En région parisienne, nous observons que les automobilistes anticipent de plus en plus le fait qu'ils ne pourront plus entrer dans la capitale avec le véhicule", constate Louis-Gabriel de Causans de Kyump. "L'effritement des prix est donc plus prononcé à Paris, car l'offre est forte mais la demande reste faible".

À ce titre, l'avocat Jean-Baptiste Losca nous explique qu'il n'a eu vent d'aucun dossier similaire aux siens dans d'autres régions de France. En outre, cette abondance de diesels n'est pas nécessairement négative. Pour le cofondateur de Kyump, elle peut même constituer une opportunité pour des acheteurs d'autres régions.

► Lire aussi : [À Paris, la voiture est déjà une espèce en voie de disparition](#)

"[Dans les faits] nous assistons à un rééquilibrage du marché de l'occasion, qui était jusqu'ici très dieselisé", souligne Christophe Maurel du CNPA. "La demande des essences augmente, alors que l'offre est moindre. Le diesel c'est l'inverse".

Autre donnée à prendre en compte, l'âge de son auto.

"Un diesel qui a six ans, par exemple, c'est normal qu'il perde de sa valeur", explique Louis-Gabriel de Causans de Kyump. "Chaque kilomètre parcouru se répercute sur la valeur".

Dans ce contexte, vendre son véhicule diesel est une décision à réfléchir longuement.

"Je pense que la motorisation diesel n'a pas que des défauts", explique Christophe Maurel. "Elle reste vertueuse en termes de CO2 et son rendement moteur est meilleur".

En fait, tout dépend de son mode de vie et de l'usage que l'on fait de sa voiture au quotidien, s'accordent les associations d'automobilistes et les professionnels.

► Lire aussi : [Le palmarès des voitures les plus fiables](#)

Bonus écologique et prime à la conversion

Pour ceux qui sont déterminés à se séparer de leur auto, il faut aussi avoir à l'esprit que plusieurs mesures d'accompagnement ont été mises en oeuvre. Un exemple: La prime à la conversion, depuis le 1er janvier dernier, versée par l'Agence de services et de paiement (ASP). Objectif, permettre à un ménage d'acheter un véhicule, neuf ou d'occasion, dont le taux de CO2 ne doit pas excéder 130g/km.

"Un automobiliste qui abandonne le diesel recevra une prime de conversion jusqu'à 2500 euros pour acheter un véhicule propre", a fait valoir Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, dans les colonnes du Journal du Dimanche, le 28 janvier.

Coût total du dispositif? 700 millions d'euros, sur cinq ans.

"Si votre véhicule ancien utilise le gazole comme carburant principal, il doit avoir fait l'objet d'une première immatriculation: Avant le 1er janvier 2006 si vous pouvez justifier d'une cotisation nulle d'impôt sur le revenu de l'année précédant l'acquisition ou la location du véhicule ; ou avant le 1er janvier 2001 dans les autres cas", explique le ministère de la Transition écologique et solidaire dans un document baptisé "Mes démarches".

Le montant de la prime diffère en fonction de la date de première immatriculation de la voiture, du type de motorisation du nouveau véhicule et du niveau d'imposition du ménage. À ce titre, un barème est disponible sur le site primealaconversion.gouv.fr.

Dans certains cas - lorsque le véhicule que l'on souhaite acheter dispose d'un taux de CO2 inférieur ou égal à 20 g/km -, le ménage peut aussi profiter un bonus écologique de "6000 euros maximum", peut-on lire en page 3 du document "Mes démarches". En cumulé, un ménage peut donc bénéficier d'un montant maximal de 8500 euros pour une voiture électrique neuve, plus spécifiquement. Mais attention, le montant total des prix "ne peut pas dépasser le prix du nouveau véhicule", fait encore savoir le ministère. Contacté à maintes reprises par Le Figaro, ce dernier n'est pas en mesure de nous donner le nombre de bénéficiaires.